RECRUTEMENT D'UN CABINET D'ETUDE POUR LA CAPITALISATION DES EXPÉRIENCES DU PROJET

« Rapid Financing Facility - Strengthening MSMEs for economic resilience and recovery in the face of COVID-19 »

RFF-MSMEs

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

L'épidémie de maladie respiratoire causée par le nouveau coronavirus qui a été détectée pour la première fois dans la ville de Wuhan, en Chine, en décembre 2019, s'est rapidement propagée dans tous les continents. Le premier cas confirmé en laboratoire au Cameroun a été signalé le 6 mars 2020. Depuis lors, la situation épidémiologique a évolué rapidement, renforçant la fragilité du système de protection sociale des jeunes et des femmes. La crise de Covid-19 a mis en évidence les vulnérabilités sous-jacentes des économies, des communautés et des familles africaines, en inversant les progrès durement acquis en matière des Objectifs de Développement Durable, exacerbant la pauvreté, les inégalités et d'autres mesures du bien-être humain. La Banque mondiale estime que 27 millions de personnes en Afrique subsaharienne pourraient être poussées dans l'extrême pauvreté et que la croissance du PIB pourrait passer de 2,4 % en 2019 à entre -2,1 et -5,1 % en 2020. Près de 20 millions d'emplois et de moyens de subsistance (UNECA 2020) risquent d'être perdus dans la région et ce scénario se réalise déjà dans de nombreux pays y compris le Cameroun.

Les mesures de confinement visant à atténuer la propagation de la pandémie, notamment les restrictions de mouvement et le verrouillage des personnes et des activités économiques, ont provoqué de grandes perturbations au sein des entreprise et le long des chaînes de valeur de nombreuses activités formelles et informelles, ce qui a eu un impact important sur les moyens de subsistance et les revenus des entrepreneurs. Au niveau microéconomique, une enquête réalisée en mai 2020 par l'Institut National de la Statistique, avec l'appui du Programme des nations Unies pour le Développement (PNUD), a relevé que près de 90% des entreprises se déclarent affectées par la Covid-19, avec des risques d'arrêt d'activité pour certaines d'entre elles[1]. Les chefs d'entreprises soulignent que les principales contraintes auxquelles ils sont confrontés sont la baisse de la demande (94,2% des entreprises), et les difficultés d'approvisionnement (76%) et de financement (72%).

Du point de vue du genre, d'après la version de mars 2021 du tableau de bord des enquêtes de la Banque mondiale auprès des entreprises, le chiffre d'affaires et les bénéfices des entreprises dirigées par des femmes ont globalement enregistré une baisse plus marquée pendant la pandémie de COVID-19, et, dans 12 pays sur 18, ces entreprises étaient plus susceptibles de fermer (du moins temporairement). Au Cameroun, la COVID-19 a aggravé la situation des entreprises détenues par des femmes qui sont pour la plupart informelles, des femmes employées et des petites activités génératrices de revenus menées des femmes ; une enquête d'impact rapide réalisée en 2020[2] a montré que 39,7% des femmes interrogées ont subi une réduction de leurs revenus, 14,6 % ont complètement perdu leur source de revenus tandis que 12% ont été contraintes de recourir à une activité secondaire.

Pour "reconstruire en mieux", équitablement et avec plus de résilience, les efforts de relance doivent aller au-delà du soutien immédiat pour développer des mécanismes et des systèmes qui placeront l'économie réelle sur la voie d'une transformation structurelle. À cet égard, il est essentiel de se rappeler que cette transformation dépendra en majeure partie des micros et petites entreprises pour alimenter les efforts de réponse à la crise ainsi que le processus de relance post- crise. Par ailleurs, le

[1] Cette étude a porté sur un échantillon de 770 entreprises dont 10 % de grandes entreprises, 56 % des petites et moyennes entreprises et 34 % des unités du secteur informel.

[2] Réalisée UN Women Cameroon et leBUCREP (Bureau Central de Recensement et d'Etude de la population au Cameroun) en Avril-Mai 2020 dans les zones les plus affectées: Yaoundé, Douala

retour en arrière provoqué par la pandémie appelle à redoubler d'efforts non seulement pour combler les écarts entre hommes et femmes, mais aussi pour veiller à ce qu'ils ne se creusent pas.

Parti de ces constats, et soucieux de soutenir les économies nationales dans cette recherche de solutions, le PNUD a développé l'initiative : ***« Rapid Financing Facility - Strengthening MSMEs for economic resilience and recovery in the face of COVID-19 »*** dénommé RFF – MSMEs, mise en œuvre dans plusieurs pays et qui intervient dans le cadre plus général du plan de redressement à la pandémie de COVID 19. Au Cameroun, le RFF œuvre à la facilitation de la reprise économique grâce à la création d'emplois et au soutien aux micro, petites et moyennes entreprises (MPME) comme moyen d'atténuer l'impact économique et social du COVID-19, et couvre 03 régions : le Centre, le Littoral et l'Extrême-Nord.

2. PRESENTATION DU PROJET RAPID FINANCING FACILITY - STRENGTHENING MSMES FOR ECONOMIC RESILIENCE AND RECOVERY IN THE FACE OF COVID-19» (RFF – MSMEs)

Le projet RFF vise ainsi à renforcer les capacités et la résilience des MPME camerounaises affectées par la pandémie de la COVID-19 à travers une gamme complète de mesures intégrées (financières et non financières). Il promeut une approche de marché tenant compte de l'innovation, en se concentrant à la fois sur les MPME urbaines et rurales, formelles et informelles, avec un accent particulier sur le secteur agroalimentaire et les chaînes de valeur locales dirigées par les jeunes et les femmes. Mis en œuvre en partenariat avec le Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Économie Sociale et de l'Artisanat (MINPMEESA), le projet RFF est structuré autour de trois composantes/ résultats attendus :

- Composante 1 : Le renforcement des capacités managériales, techniques et opérationnelles des femmes et des jeunes entrepreneurs bénéficiaires
- Composante 2 : La facilitation de l'accès au financement des MPME
- Composante 3 : L'amélioration de l'accès au marché et la compétitivité de chaines de valeurs plus résilientes et durables.

Lancé en janvier 2021 avec le financement du Bureau Régional pour l'Afrique du PNUD (RBA), le RFF est entré dans sa phase opérationnelle en Mai-Juin 2021. En collaboration avec le MINPMEESA et d'autres ministères sectoriels clés, et avec l'appui technique d'un incubateur local d'entreprises, le PNUD a procédé avec la sélection de 136 entrepreneurs jeunes et femmes bénéficiaires, sur la base de critères bien définis, et intervenant dans le domaine de l'agro-business pour bénéficier d'un accompagnement sur mesure et continue à travers de l'incubateur local d'entreprises.

Les principales activités mises en œuvre portent sur :

- La sélection d'une structure d'incubation locale pour accompagner les bénéficiaires tout au long de leur parcours dans le projet ;
- La cartographie des principaux besoins d'appuis techniques et financiers pour chacune des MPME ;
- Le suivi des bénéficiaires et mentoring et coaching de ces derniers ;
- L'appui à la formation continue et au renforcement des capacités des MPME ;
- L'appui en subventions, sous forme d'équipements et intrants pour la relance et le développement de leurs activités ;

- L'assistance des MPMEs bénéficiaires pour les besoins en communication et marketing ainsi que dans la gestion opérationnelle de leurs activités ;
- L'assistance dans l'élaboration de business plans bancables;
- La mise en relation des entrepreneurs avec les institutions de financement et la facilitation de l'accès aux produits financiers adaptés à leurs besoins ;
- L'appui au développement de produits financiers adaptés aux besoins des MPMEs ;
- La facilitation de l'accès au marché et grandes surfaces de vente;
- L'accompagnement à l'acquisition des normes et à la certification ;
- Etc.

A côté de cette cohorte de jeunes et femmes entrepreneurs, le RFF a également contribué au renforcement des capacités techniques et opérationnelles de plus de 100 jeunes et femmes entrepreneurs, réseaux de femmes entrepreneurs, porteurs d'idées d'entreprise, à travers des formations ciblées et pratiques, l'apprentissage de métiers et l'appui à l'installation pour les femmes vulnérables, etc.

Le projet devant arriver à termes au cours de l'année 2022, et à ce titre, elle revêt une importance capitale quant à la consolidation des acquis par rapport aux résultats escomptés. Il serait donc nécessaire, au-delà des rapports d'activités, de répertorier ce qu'il convient d'appeler expériences réussies et leçons apprises en vue de leur capitalisation et leur diffusion dans le cadre du transfert et partage de connaissances.

3. OBJET DE LA MISSION DE CAPITALISATION

La capitalisation consiste à identifier, analyser et expliciter le savoir acquis lors d'une expérience de projet pour que d'autres puissent se l'approprier, l'utiliser et l'adapter, ou ne reproduisent pas les mêmes erreurs. La capitalisation est un processus au cours duquel l'expérience est transformée en connaissances partageables avec les partenaires et acteurs cibles du projet.

Objectif général

L'objectif général de la mission est de capitaliser les expériences réalisées par le RFF sur la période de 2021-2022 afin de partager les bonnes pratiques et enseignements tirés en matière de développement de l'entreprenariat jeunes et femmes, qui pourront guider les prochaines actions du PNUD relatives à l'appui aux MPME. Il s'agira de produire, sous formes de note de capitalisation et d'articles, en format papier et en support électronique publiables, les bonnes pratiques et les enseignements tirés des différents mécanismes, outils, stratégies et approches mis en œuvre dans le cadre du RFF Cameroun.

Globalement, la capitalisation devra contribuer à recueillir les changements et les expériences générées par le projet RFF afin de produire de la connaissance partageable.

Objectifs spécifiques

Plus spécifiquement, la capitalisation devra :

- Documenter les expériences (bonnes pratiques et leçons apprises) à améliorer et dupliquer ou à corriger, à partir d'une analyse des résultats du projet en mettant en évidence les éventuelles spécificités contextuelles des trois zones du projet. Les bonnes pratiques et leçons pourront au-delà des résultats porter sur les approches et méthodes du projet dans le renforcement du lien entre les entrepreneurs, les acteurs publiques et les acteurs privés

d'accompagnement des MPMEs ;

- Identifier les expériences/innovations dans la mise en œuvre du projet, en mettant en évidence les résultats atteints et les changements générés (par composante), axés sur les approches et méthodes d'implémentation des activités ;
- Analyser et documenter la valeur ajoutée du rôle de l'incubateur local d'entreprises auprès des MPMEs bénéficiaires du projet, tout en faisant ressortir les pistes d'amélioration possible dans la conduite du parcours d'incubation ;
- Faire la lumière sur les points forts et les limites des approches et mécanismes d'accompagnement du projet RFF en matière de facilitation de l'accès au financement des MPMEs bénéficiaires du projet, avec un accent particulier sur le potentiel des institutions financières locales (IMFs, Banques, finance innovante) à contribuer à l'atteinte des résultats ;
- Analyser et documenter de l'intégration effective de l'approche genre dans les activités, sur le niveau de participation au projet des jeunes filles et des femmes ;
- Utiliser les produits de la capitalisation pour communiquer et diffuser les bonnes pratiques en interne et en externe (acteurs clés de l'accompagnement des MPMEs et partenaires au développement).

4. RESULTATS ATTENDUS ET LIVRABLES

Les résultats attendus de la capitalisation sont de rendre compte des acquis et leçons de l'expérience sur la base des 03 composantes du projet. Par ailleurs, des pistes de pérennisation pour chaque expérience documentée sont répertoriées et des actions clés proposées pour leur renforcement.

Les livrables de cette capitalisation seront mis à la disposition des partenaires opérationnels de mise en œuvre et des évaluateurs internes et externes si nécessaires. Les livrables de la mission incluent :

1. Le rapport de démarrage et planning de la capitalisation (précisant la méthodologie proposée pour répondre aux attentes, les sources d'information qui seront utilisées et un plan d'actions assorti du calendrier d'exécution de la mission. Ce rapport de démarrage devra être validé par le PNUD avant le début de la mission)
2. Le contenu de la table des matières des notes et du document synthétique de capitalisation à valider avant le début de la rédaction desdits documents
3. Trois (03) notes de capitalisation (version provisoire et version finale) couvrant chaque composante du projet (01 note par composante). Les notes de capitalisation seront élaborées sur la base des orientations spécifiées dans les objectifs des présents termes de référence. **Max 15 pages, produite en version française et anglaise pour chaque note.**
4. Un (01) document synthétique de capitalisation (documentant les bonnes pratiques, les défis et les leçons apprises) illustré des réalisations, comportant des changements induits en termes de conditions de vie des bénéficiaires grâce à la mise en œuvre du projet, axé sur les différentes activités implémentées durant le projet, et présentant les recommandations stratégiques pour améliorer les interventions futures en matière d'accompagnement des MPME. Le document synthétique de capitalisation devra documenter dans les détails l'accompagnement personnalisé des bénéficiaires (ciblage/sélection, renforcement des capacités et formation continue dans les modules d'entreprenariat, subvention en équipement, accompagnement dans l'accès au financement, appui à la commercialisation, formation aux métiers et installation des femmes vulnérables, etc.). **Le document synthétique**

de capitalisation ne devra pas dépasser 50 pages, incluant la page de garde, les pages de références (tables des matières/sommaires, abréviations), illustré par des photos des réalisations et des récits/témoignages des bénéficiaires, des partenaires, du PNUD. En version française et anglaise.

5. Un album photo-reportage des réalisations : 100 photos en haute résolution sur les réalisations comprenant les apports des différentes parties prenantes (bénéficiaires et partenaires) ; présenté en version électronique sur clé USB et en version imprimée et en couleur ;
6. Un (01) film documentaire conçu pour la présentation des acquis et résultats du projet, incluant les témoignages des bénéficiaires et des partenaires du projet : haute définition, d'une durée maximale de 7 minutes en deux langues : français et anglais (voix-off et sous-titrage), présenté sur clé USB.
7. L'organisation technique et l'animation de l'atelier de partage d'expériences et de clôture du projet RFF, et élaboration du rapport de l'atelier qui verra la présentation des différents livrables de la mission de capitalisation par le Cabinet d'étude.

Les différents livrables précités serviront de moyens et outils pour améliorer le travail entrepris ou serviront à d'autres potentiels acteurs qui souhaiteront implémenter de pareils projets. Ces livrables permettront de capitaliser les bonnes pratiques et les enseignements à tirer du projet pour améliorer et adapter les activités dans les contextes évolutifs.

5. METHODOLOGIE DE LA CAPITALISATION

La méthodologie à utiliser par la mission sera essentiellement qualitative et axé sur :

- Les revues documentaires (exploitation du document projet et différents rapports d'activités sur l'atteintes ou non des résultats) ;
- Les entretiens semi-structure et la tenue des focus groupe avec les parties prenantes du projet (partenaires opérationnels, ministères, acteurs cibles, bénéficiaires) ;
- La visite des bénéficiaires pour en ressortir les réalisations et les leçons apprises/bonnes pratiques ; les défis de chaque projet ;
- La tenue des réunions de partage d'expérience avec les parties prenantes et l'équipe d'implémentation du projet ;
- Le recueil des témoignages auprès des bénéficiaires du projet (recueil de bonnes pratiques) sur les succès et les points d'amélioration du projet ;
- Les observations directes des réalisations sur terrain ;
- La synthèse, le traitement et l'analyse des informations et des données ;
- L'échantillon couvrira les trois régions d'intervention du projet à savoir le Centre, le Littoral et l'Extrême-Nord ;
- Il sera aussi souhaitable d'échanger avec un groupe témoin (groupe de personne n'ayant pas bénéficié des subventions) pour recueillir les avis objectifs durant l'intervention.

6. ORGANISATION ET DUREE DE LA MISSION

La mission s'effectuera sous la supervision du Manager du Projet RFF. Elle comprendra les étapes suivantes : Préparation et validation du rapport de démarrage, Visite-terrain, analyse des données et informations, restitution préliminaire des données, rédaction des notes de capitalisation et du

document synthétique de capitalisation, développement de l'album photo-reportage et du film documentaire, organisation de l'atelier de restitution et de partage d'expériences.

La durée de la mission est fixée à 2,5 mois suivant le planning d'activités à établir par le Cabinet d'étude. Les livrables finaux devront tous être disponibles à la fin de 60 jours, à l'exception de l'atelier qui devra être organisée dans la dernière quinzaine de la mission et le rapport d'atelier devant être disponible avant la fin de la mission.

7. PROFIL ET COMPETENCES

Cette consultation sera gérée par un cabinet d'étude possédant un personnel pluridisciplinaire et des profils complémentaires. Le chef de l'équipe sera un spécialiste en développement en ayant un diplôme d'études supérieures (au moins Bac+5) dans un domaine jugé pertinent pour la mission (en économie, gestion, finances, sciences sociales, ou discipline similaire) et une expérience avérée de capitalisation de l'expérience, de recherches et de formation dans le domaine de l'appui aux MPMEs. Il doit être appuyé par un spécialiste en communication pour réaliser les vidéos et un spécialiste en genre.

En outre, le chef d'équipe doit faire preuve de :

- Une bonne connaissance des techniques et démarches de capitalisation de l'expérience et des bonnes pratiques
- Bonnes capacités organisationnelles y compris la capacité à fournir les livrables dans les délais impartis ;
- Des expériences avérées dans la production de notes de capitalisation de projets pour diffusion à grande échelle (le cabinet d'étude devra joindre copie de quelques notes, ou référencer des sites) ;
- Des expériences pertinentes et des connaissances techniques approfondies en matière d'accompagnement des MPMEs
- Bonnes capacités rédactionnelles et de synthèse
- Une bonne connaissance du contexte camerounais
- Être bilingue (Français, Anglais)

8. CRITERES DE SELECTION

Les candidats sont invités à soumettre une offre technique et une offre financière

L'offre technique

L'offre comprend une note méthodologique pour conduire la mission. Cette dernière permettra au panel d'évaluer le candidat sur la base de grille d'évaluation détaillée ci-dessous. A noter que la méthodologie proposée par le candidat retenu pourra par la suite être amendée à la lumière de la revue documentaire et des exigences de l'organisation en la matière pour être soumise à la validation du PNUD. La qualification des membres de l'équipe sera également évaluée sur la base de leur CV. L'offre technique compte pour 70%.

Critères	Points
1. La compréhension des TDR	**5**
2. Approche méthodologie proposés	**35**

Approche méthodologique - Clarté et e Exhaustivité de la démarche technique (15 points) - Cohérence d'ensemble de l'approche (15 points) ***Plan de travail conforme à la méthodologie*** - Cohérence (2 points) - Clarté (3 points)	**30** **5**
3. Expériences confirmées du cabinet pour des prestations similaires (copies des notes de capitalisation ou sites référencés) Au moins 03 notes (10 points)	**10**
4. Qualifications et Compétentes	**50**
Chef d'équipe a) *A*u-moins Bac+5 (3 points) b) Expérience professionnelle pertinente de 10 ans minimum dans le monde du développement (10 points) c) Au moins trois (03) missions similaires de capitalisation de projets (10 points) d) Expériences pertinentes et connaissances techniques approfondies en matière d'accompagnement des MPMEs (5 points) e) Bilingue (anglais, français) (2 Points)	**30**
Spécialiste en communication a) Au moins BAC + 3 dans le domaine de la communication de développement / journaliste (3 points) b) Au moins 5 ans d'expérience avérées en matière de production et réalisation de film documentaire et de production de documents et supports de capitalisation (rapports, brochures, etc.) (5 points) c) Bilingue (anglais, français) (2 Points)	**10**
Spécialiste genre d) Au moins BAC + 3 dans le domaine de la sociologie ou autres sciences sociales (3 points) e) Au moins 5 ans d'expérience avérées en matière en matière d'analyse et d'intégration du genre dans la mise en œuvre et le reporting des projets de développement (5 points) f) Bilingue (anglais, français) (2 Points)	**10**
Total des points pour les trois (3) critères	**100**
Le score minimum exigé pour se qualifier est :	**70**

L'offre financière

L'offre financière de mission sera détaillée en incluant les postes honoraires journaliers et per diem en cas de journée de mission. Le cabinet d'étude prendra à sa charge tous les frais de déplacements liés à l'exécution de sa mission. A noter que le projet étant mis en œuvre dans 3 régions, le cabinet doit prévoir au moins une (1) visite terrain des bénéficiaires dans chacune des régions. La durée totale des visites sur le terrain ne devra excéder quinze (15) jours.

L'offre financière du cabinet d'étude est sujette à négociation sur base des barèmes Nations Unies pour les honoraires, DSA et coûts logistiques et en fonction des disponibilités du budget. L'offre financière compte pour 30%.

9. CANDIDATURE

Les candidats sont appelés à soumettre :

- Un CV (avec 02 références au moins) pour chaque membre de l'équipe
- Une lettre de motivation (indiquant pourquoi le postulant veut entreprendre cette mission, sa capacité, son expérience et sa disponibilité)
- Une offre technique incluant la méthodologie (15 pages au maximum)
- Une proposition financière
- Copies des résumés de 03 notes, documents de capitalisation…écrits par eux ou dont ils ont participé à la réalisation/rédaction

TDR élaborée par : Euphrasie Kouame, Conseiller Stratégique, Manager projet RFF